

Rôle de la séance publique du 05/02/2026 à 09h30**Président** : Monsieur WURTZ**Assesseurs** : Madame BAUER et Monsieur BERTHOU**Greffier** : Monsieur LORRAIN**RAPPORTEUR PUBLIC : M. MEISSE****01) N° 2400415 RAPPORTEUR : M. BERTHOU**

Demandeur	M. X	DEVARENNE ASSOCIES GRAND EST
Défendeur	UNIVERSITE DE REIMS CHAMPAGNE-ARDENNE	D4 AVOCATS ASSOCIÉS
Autres parties	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DE LA RECHERCHE ET DE L'ESPACE	

M. X demande à la cour d'annuler le jugement n° 2202624 du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne du 19 décembre 2023 qui rejette sa demande tendant, d'une part, à l'annulation de la décision implicite par laquelle le président de l'université de Reims Champagne-Ardenne (URCA) a rejeté sa demande indemnitaire préalable et, d'autre part, à la condamnation de l'URCA à l'indemniser des préjudices résultant de l'illégalité de la décision du 13 décembre 2021 par laquelle le président de l'université l'a suspendu de ses fonctions à titre conservatoire pour une durée de six mois.

02) N° 2401011 RAPPORTEURE : Mme BAUER

Demandeur	COMMUNE DE CHARLEVILLE-MEZIERES	D4 AVOCATS ASSOCIÉS
Défendeur	SOCIETE LIDL	LEONEM AVOCATS

La commune de Charleville-Mezières demande à la cour d'annuler le jugement n° 2202055 du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne du 22 février 2024 qui annule l'arrêté du 6 juillet 2022 par lequel le maire a rejeté la demande de permis de construire déposée le 1er février 2022 par la société LIDL pour la construction d'un supermarché d'une surface de 1 666 m² sur un terrain situé route de la Francheville.

RAPPORTEUR PUBLIC : M. MEISSE

03) N° 2401826 RAPPORTEURE : Mme BAUER

Demandeur	SOCIETE LIDL	LEONEM AVOCATS
Défendeur	COMMUNE DE CHARLEVILLE MEZIERES	D4 AVOCATS ASSOCIÉS

La société LIDL demande à la cour d'annuler le jugement n° 2100862 du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne du 22 février 2024 qui rejette sa demande tendant à l'annulation des arrêtés du 26 novembre 2020 et du 20 janvier 2021 lesquels le maire de la commune de Charleville-Mézières a rejeté sa demande de permis de construire en vue de la construction d'un supermarché sur un terrain situé route de la Francheville.

04) N° 2402339 RAPPORTEURE : Mme BAUER

Demandeur	SOCIETE LIDL	LEONEM AVOCATS
Défendeur	COMMUNE DE CHARLEVILLE-MEZIERES	D4 AVOCATS ASSOCIÉS

Ouverture d'une procédure juridictionnelle en vue de statuer sur la demande de la société LIDL tendant à l'exécution du jugement n° 2202055 du 22 février 2024 rendu par le tribunal administratif de Châlons en Champagne.

05) N° 2301622 RAPPORTEURE : Mme BAUER

Demandeur	M. X	AARPI MILLOT-LOGIER FONTAINE
	Mme X	AARPI MILLOT-LOGIER FONTAINE
Défendeur	COMMUNE DE COLMAR SCCV NOEHLEN	D4 AVOCATS ASSOCIÉS SELARL SOLER-COUTEAUX ET ASSOCIES

M. et Mme X demandent à la cour d'annuler le jugement n° 2205471 du 23 mars 2023 du tribunal administratif de Strasbourg qui rejette leur demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 5 avril 2022 par lequel le maire de la commune de Colmar a accordé à la SCCV Noehlen un permis de construire un bâtiment de 19 logements collectifs, ensemble la décision du 30 mai 2022 rejetant leur recours gracieux.

06) N° 2402265 RAPPORTEURE : Mme BAUER

Demandeur	COMMUNE DE BRUNSTATT-DIDENHEIM	AARPI PMDB
Défendeur	SOCIETE EDELWEISS	SELARL SOLER-COUTEAUX ET ASSOCIES

La commune de Brunstatt-Didenheim demande à la cour d'annuler le jugement n° 2307479 du 27 juin 2024 du tribunal administratif de Strasbourg qui annule l'arrêté du 12 septembre 2023 par lequel le maire a décidé de surseoir à statuer sur la demande de permis de construire présentée par la société Edelweiss en vue de la construction d'un immeuble de 10 logements.

07) N° 2402622 RAPPORTEURE : Mme BAUER

Demandeur	SOCIETE EDELWEISS	SELARL SOLER-COUTEAUX ET ASSOCIES
Défendeur	COMMUNE DE BRUNSTATT-DIDENHEIM	AARPI PMDB

Ouverture d'une procédure juridictionnelle en vue de statuer sur la demande de la société EDELWEISS tendant à l'exécution du jugement n° 2307479 du 27 juin 2024 rendu par le tribunal administratif de Strasbourg.

La Conseillère d’Etat,
Présidente
de la Cour administrative d’appel de Nancy,

Pascale ROUSSELLE

Rôle de la séance publique du 05/02/2026 à 10h45

Président : Monsieur WURTZ
Assesseurs : Madame BAUER et Monsieur BERTHOU
Greffier : Monsieur LORRAIN

RAPPORTEUR PUBLIC : M. MEISSE

01) N° 2401564 RAPPORTEUR : M. BERTHOU

Demandeur	SOCIETE CORA	Me MEILLARD
Défendeur	COMMUNE DE REICHSTETT	SELARL MPPB AVOCATS
	SOCIETE REICHDIS	Me MAILHE
	COMMISSION NATIONALE D'AMÉNAGEMENT COMMERCIAL	

La société CORA demande à la cour d'annuler l'arrêté du 19 avril 2024 par lequel le maire de la commune de Reichstett a accordé un permis de construire et de démolir à la société Reichdis en vue de la restructuration d'un magasin existant avec augmentation de la surface en R+1 et l'installation de drive avec 4 pistes de retrait, en tant qu'il vaut autorisation d'exploitation commerciale.

02) N° 2400523 RAPPORTEUR : M. BERTHOU

Demandeur	M. X	R. WEYL - F. WEYL - F. WEYL - S. PORCHERON - E. TAULET
Défendeur	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'AGRO-ALIMENTAIRE ET DE LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE	

M. X demande à la cour d'annuler le jugement n° 2201127 du 19 décembre 2023 du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne qui rejette sa demande tendant à l'annulation de la décision implicite par laquelle le ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire a rejeté sa demande d'inscription au tableau d'avancement à la promotion hors classe des professeurs de lycées professionnels agricoles au titre de l'année 2021 qu'il a présentée le 10 janvier 2022.

03) N° 2400735

RAPPORTEUR : M. BERTHOU

Demandeur M. X
M. X

Me TADIC
Me TADIC

Défendeur UNIVERSITE DE LORRAINE

AARPI GARTNER

M. X et M. X demandent à la cour d'annuler le jugement n° 2302150 du 25 janvier 2024 par lequel le tribunal administratif de Nancy a rejeté leur demande tendant à l'annulation de la décision du 19 juin 2023 par laquelle la présidente de l'université de Lorraine a refusé d'autoriser M. X à codiriger la thèse de M. X.

La Conseillère d'Etat,
Présidente
de la Cour administrative d'appel de Nancy,

Pascale ROUSSELLE

Rôle de la séance publique du 05/02/2026 à 11h15

Président : Monsieur WURTZ
Assesseurs : Madame BAUER et Monsieur BERTHOU
Greffier : Monsieur LORRAIN

RAPPORTEUR PUBLIC : M. MEISSE

01) N° 2402083 RAPPORTEUR : M. BERTHOU

Demandeur	Mme X	SEGAUD JULIE
Défendeur	PREFECTURE DES ARDENNES	

Mme X demande à la cour d'annuler le jugement n°2401266 du 8 juillet 2024 de la présidente du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne qui rejette sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 3 mai 2024 par lequel le préfet des Ardennes l'a obligée à quitter le territoire français dans un délai de trente jours, a fixé le pays de destination et lui a interdit le retour sur ledit territoire pendant une durée d'un an.

02) N° 2402095 RAPPORTEUR : M. BERTHOU

Demandeur	Mme X	SEGAUD JULIE
Défendeur	PREFECTURE DES ARDENNES	

Mme X demande à la cour d'annuler le jugement n° 2401260 du 8 juillet 2024 de la présidente du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne qui rejette sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 3 mai 2024 par lequel le préfet des Ardennes l'a obligée à quitter le territoire français dans un délai de trente jours, a fixé son pays de destination et lui a interdit le retour sur le territoire pendant un an.

03) N° 2400704 RAPPORTEURE : Mme BAUER

Demandeur	M. X	Me BERTIN
Défendeur	PREFECTURE DU DOUBS	

M. X demande à la cour d'annuler le jugement n° 2301838 du 5 décembre 2023 du tribunal administratif de Besançon qui rejette sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 20 juin 2023 par lequel le préfet du Doubs a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans un délai de trente jours et a fixé le pays à destination duquel il pourra être éloigné à l'issue de ce délai.

04) N° 2402651 **RAPPORTEURE : Mme BAUER**

Mme X demande à la cour d'annuler le jugement n°2401128-2401129 du 26 septembre 2024 du tribunal administratif de Besançon qui rejette sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 24 mai 2024 par lequel le préfet du Territoire de Belfort a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligée à quitter le territoire français dans un délai de trente jours et a fixé le pays de destination.

05) N° 2402652 RAPPORTEURE : Mme BAUER

M. X demande à la cour d'annuler le jugement n°2401128-2401129 du 26 septembre 2024 du tribunal administratif de Besançon qui rejette sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 24 mai 2024 par lequel le préfet du Territoire de Belfort a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans un délai de trente jours et a fixé le pays de destination.

06) N° 2502421 RAPPORTEUR : M. WURTZ

Mme X demande à la cour d'annuler l'ordonnance n° 2507351 du 12 septembre 2025 du vice-président du tribunal administratif de Strasbourg qui rejette sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 22 janvier 2025 par lequel le préfet du Bas-Rhin a refusé de renouveler son titre de séjour.

07) N° 2500345 **RAPPORTEUR : M. WURTZ**

M. X demande à la cour d'annuler le jugement n° 2300814 du 26 novembre 2024 du tribunal administratif de Strasbourg qui a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision du 22 juin 2022 par laquelle la préfète du Bas-Rhin a refusé de lui accorder le bénéfice de la protection contre l'éloignement, en application des dispositions du 9° de l'article L. 611-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

08) N° 2403124 **RAPPORTEUR : M. WURTZ**

M. X demande à la cour d'annuler le jugement n° 2408382 du 26 novembre 2024 du magistrat désigné par le président du tribunal administratif de Strasbourg qui rejette sa demande tendant à l'annulation des arrêtés du 2 novembre 2024 par lesquels le préfet du Bas-Rhin l'a obligé à quitter le territoire français, a fixé le pays de destination, lui a interdit le retour sur le territoire français pour une durée de deux ans et l'a assigné à résidence.

RAPPORTEUR PUBLIC : M. MEISSE**09) N° 2402190 RAPPORTEUR : M. BERTHOU**

Demandeur	M. X	L'ILL LEGAL
Défendeur	PREFECTURE DE LA REGION GRAND EST	

M. X demande à la cour d'annuler le jugement n° 2401586 du 5 juin 2024 de la magistrate désignée par le président du tribunal administratif de Nancy qui rejette sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 29 mai 2024 par lequel la préfète du Bas-Rhin a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligé à quitter sans délai le territoire français, a fixé le pays de destination, et lui a fait interdiction de retour sur le territoire pour une durée de trois ans.

10) N° 2402091 RAPPORTEUR : M. BERTHOU

Demandeur	Mme X	Me ELSAESSER
Défendeur	PREFECTURE DE LA REGION GRAND EST	

Mme X demande à la cour d'annuler le jugement n° 2400394 du 14 mai 2024 du tribunal administratif de Strasbourg qui rejette sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 21 mars 2023 par lequel la préfète du Bas-Rhin a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligée à quitter le territoire français dans un délai de trente jours et a fixé le pays de destination.

11) N° 2402148 RAPPORTEUR : M. BERTHOU

Demandeur	Mme X	Me KIPFFER
Défendeur	PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	

Mme X demande à la cour d'annuler le jugement n° 2302825 du 27 octobre 2023 par lequel la magistrate désignée par le président du tribunal administratif de Nancy a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 29 août 2023 par lequel la préfète de Meurthe-et-Moselle a refusé de lui délivrer un titre de séjour, a retiré le récépissé de demande de carte de séjour, l'a obligée à quitter le territoire français dans un délai de trente jours et a fixé le pays de renvoi.

12) N° 2402318 RAPPORTEUR : M. BERTHOU

Demandeur	PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	
Défendeur	M. X	Me KIPFFER
	Mme X	Me KIPFFER

Le préfet de Meurthe-et-Moselle demande à la cour d'annuler le jugement n° 2301661, 2302431, 2303237 du 14 août 2024 par lequel le tribunal administratif de Nancy a annulé ses décisions des 29 août et 13 septembre 2023 refusant la délivrance d'un titre de séjour à M. et Mme X.

13) N° 2400263 RAPPORTEURE : Mme BAUER

Demandeur	M. X	Me CORSIGLIA
Défendeur	PREFECTURE DU VAL D'OISE- ETRANGERS	

M. X demande à la cour d'annuler le jugement n° 2302953, 2303001 du 26 octobre 2023 de la magistrate désignée par le président du tribunal administratif de Nancy qui rejette sa demande tendant à l'annulation des arrêtés des 9 et 13 octobre 2023 par lesquels le préfet du Val d'Oise a, respectivement, fixé le pays à destination duquel il sera reconduit en exécution de l'interdiction judiciaire du territoire français prononcée à son encontre par le tribunal judiciaire d'Evry-Courcouronnes le 29 décembre 2022 et décidé de le maintenir en rétention administrative.

14) N° 2500287 RAPPORTEUR : M. WURTZ

Demandeur	Mme X	Me LEBON-MAMOUDY
Défendeur	PREFECTURE DES VOSGES	

Mme X demande à la cour d'annuler le jugement n° 2402641-2402642 du 15 novembre 2024 du tribunal administratif de Nancy qui rejette sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 1er juillet 2024 par lequel la préfète des Vosges a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligée à quitter le territoire français dans un délai de trente jours, a fixé le pays de destination et a prononcé à son encontre une interdiction de retour sur le territoire pour une durée d'un an.

15) N° 2500288 RAPPORTEUR : M. WURTZ

Demandeur	M. X	Me LEBON-MAMOUDY
Défendeur	PREFECTURE DES VOSGES	

M. X demande à la cour d'annuler le jugement n° 2402641-2402642 du 15 novembre 2024 du tribunal administratif de Nancy qui rejette sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 1er juillet 2024 par lequel la préfète des Vosges a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans un délai de trente jours, a fixé le pays de destination et a prononcé à son encontre une interdiction de retour sur le territoire d'une durée d'un an.

16) N° 2402215 RAPPORTEUSE : Mme BAUER

Demandeur	PREFECTURE DE LA REGION GRAND EST
Défendeur	M. X

La préfète du Bas-Rhin demande à la cour d'annuler le jugement n° 2402890 du 22 juillet 2024 du tribunal administratif de Strasbourg qui annule son arrêté du 7 février 2024 par lequel elle a refusé de délivrer un titre de séjour à M. X, l'a obligé à quitter le territoire français dans un délai de trente jours et a désigné le pays de destination.

17) N° 2402216 RAPPORTEUSE : Mme BAUER

Demandeur	PREFECTURE DE LA REGION GRAND EST
Défendeur	M. X

La préfète du Bas-Rhin demande à la cour de prononcer le sursis à exécution du jugement n° 2402890 du 22 juillet 2024 du tribunal administratif de Strasbourg qui annule son arrêté du 7 février 2024 par lequel elle a refusé de délivrer un titre de séjour à M. X, l'a obligé à quitter le territoire français dans un délai de trente jours et a désigné le pays de destination.

La Conseillère d'Etat,
Présidente
de la Cour administrative d'appel de Nancy,

Pascale ROUSSELLE